

20 MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL DU FFS RÉPLIQUENT

«Le complot est mené de l'intérieur»

La réplique ne s'est pas fait attendre. Pas moins de 20 membres du conseil national du FFS ont adressé une lettre à l'instance qui s'était réunie vendredi. Dans ladite déclaration, ils approuvent la thèse du complot évoquée par Laskri mais considèrent qu'elle est menée de l'intérieur par «les détenteurs de la décision» du parti.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Nouveau coup dur pour le FFS. Au moment où son conseil national se tenait, vingt membres de ladite instance se démarquent.

Ils ont adressé une longue lettre au conseil national dans laquelle ils dénoncent une œuvre «menée de l'intérieur par les détenteurs de la décision du parti, appuyés par une faction du pouvoir proche de la présidence de la

République, visant à le normaliser pour briser l'espoir démocratique des militants».

Les signataires, dont Karim Tabbou, considèrent que «l'acceptation du parti d'un quota bonifié de sièges au Parlement, son renoncement à sa ligne politique d'opposition au système, son éloignement progressif des valeurs et de ses principes fondateurs, attestent de ce changement de

cap et d'orientation politique». Ils reprochent à la direction du parti de ne plus consulter la base et de préférer «des deals et des accords dans l'opacité absolue», ajoutant que «face aux questionnements politiques pertinents et légitimes des cadres, le secrétariat adopte une politique répressive faite de menaces, de manœuvres et de sanctions et ce, au mépris de toutes les règles éthiques».

Les signataires considèrent que «le silence arrogant affiché à l'égard de toutes les demandes de débats formulées par les cadres et les militants, la poursuite de la politique clientéliste et de chantage par "l'appât électoral", le dénigrement... relèvent de l'irresponsabilité assimilable à une volonté de liquidation du parti. C'est une consécration pure et simple de la violence et la corruption comme mode de gestion des affaires du parti».

Et de conclure en affirmant que «le conseil national, censé jouer le rôle de parlement interne, seul habilité à définir les options politiques du parti, est réduit aujourd'hui à la fonction bureau-



Photo : Samir Sid

Le parti d'Aït Ahmed confronté à une grave crise.

cratique d'adoption "à main levée" de toutes les décisions préalablement arrêtées par les "vrais décideurs" du parti. La manipulation de la composition du conseil national pour l'élargir aux "membres" sélectionnés sur des critères d'allégeance, en est la preuve de cette volonté de détournement politique du parti».

Les signataires de la lettre disent souhaiter «l'intervention politique du président pour la prise de mesures concrètes à même de restituer le parti à ses militants, condition sine qua non pour la sauvegarde du parti» car, disent-ils, à défaut d'un sursaut, «le FFS perdra toute sa crédibilité».

N. I.

LA RÉOLUTION A ÉTÉ VOTÉE

Le FFS exige de Tabbou de remettre son mandat

Fin des travaux du conseil national du FFS. Karim Tabbou, député, élu sur la liste de Tizi-Ouzou, fait l'objet d'une résolution «exigeant de Karim Tabbou, élu député sur la liste du FFS de Tizi-Ouzou, de remettre son mandat pour comportement indigne et nuisible au parti». Le conseil national justifie cette décision par «le comportement nuisible au parti de quelques militants durant cette campagne».

Autre décision du conseil national, d'autres cadres du parti seront traduits devant le Conseil national de médiation et de règlement des conflits.

N. I.

LOUISA HANOUNE

À CONSTANTINE

Le Parti des travailleurs a 22 ans

Le Parti des travailleurs (PT), fondé en 1990 par des travailleurs, des syndicalistes et autres petits paysans, à l'initiative de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), aura 22 ans le 28 juin prochain. «Deux décennies de militantisme et de combat durant lesquelles, affirme Louisa Hanoune, le parti a su rester, malgré tout ce qu'il a eu à traverser, fidèle à ses principes et sa ligne politique de toujours : défendre les intérêts de l'Algérie et du peuple algérien.» Pour la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, qui présidait, hier, à Constantine, une rencontre régionale des députés, cadres et militants du parti de la région est, à l'occasion du 22^e anniversaire de la création du parti, la position prépondérante qu'occupe le PT sur la scène politique nationale est le résultat de plusieurs années de militantisme et de mobilisation. «La place qu'occupe notre parti est le résultat de notre combat. Elle est le résultat des efforts des hommes et des femmes du parti. Le PT, qui a su faire face à tous les coups bas, n'est pas la création du régime, encore moins celle des officines étrangères», a souligné Louisa Hanoune dans une brève allocution prononcée devant les militants de sa formation. Fondé en 1990 à l'initiative de jeunes militants de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), créé en 1980 dans la tourmente des événements qui ont frappé la Kabylie, le Parti des travailleurs a su rester, a estimé Louisa Hanoune «fidèle à ses engagements qui sont la défense du socialisme et la démocratie».

Un combat et un engagement au quotidien avec et pour les Algériens qui, a rappelé la SG du PT, «n'était pas sans embûches et sacrifices, et ce, depuis l'activité clandestine au sein des rangs de l'OST jusqu'à la création du parti à la faveur du multipartisme». Pour celle qui prône «l'indépendance de sa formation en identité», le Parti des travailleurs, qui milite pour «le changement et une réelle réforme de la société n'a jamais monnayé son indépendance en contrepartie de postes ou de dividendes. Et, insiste la première femme candidate à la présidence en Algérie, sous les applaudissements nourris de l'assistance, on ne le fera pas aujourd'hui.» Et de poursuivre : «Certes, on peut contracter des alliances avec d'autres partis, avec des syndicats, voire même avec l'Etat, quand celles-ci traduisent les intérêts des citoyens mais jamais on ne sacrifiera notre indépendance.» Revenant sur le score obtenu par le PT lors des élections législatives, elle dira : «En dépit de la fraude généralisée et de l'instrumentalisation de l'administration, nous avons enregistré des résultats probants. Nous n'avons perdu aucune voix, personne ne nous a fait de cadeaux, le tiers de nos voix a été détournée au profit du FLN.»

Farid Benzaïd

ANR

Le parti plaide pour un pôle démocratique et républicain

Pour peser lors des élections locales, prévues en novembre prochain, l'Alliance nationale républicaine (ANR) appelle à la formation d'un «pôle démocratique et républicain».

Salima Akkouche - Alger (Le Soir)

- L'ANR compte entrer en course aux prochaines élections locales avec des listes communes. Le parti tente ainsi d'éviter de reproduire le scénario des législatives du 10 mai dernier lors desquelles il n'a pu obtenir que 3 sièges.

Belkacem Sahli, SG de l'ANR, a indiqué hier lors d'une conférence de

presse tenue à la maison de la presse Tahar Djaout, Alger, qu'il compte contacter, pour une alliance, l'ensemble des partis politiques qui se revendiquent du courant démocratique et républicain. Le but : créer un pôle pour s'imposer lors des élections locales.

L'initiative permettra, selon l'ANR, de renforcer la position du courant des démocrates. M. Sahli est optimiste quant à l'aboutissement de son projet. Dans le passé, dit-il, toutes les tentatives de créer ce pôle ont échoué en raison de la guerre de leadership.

Actuellement, souligne le SG de l'ANR, ce problème ne se pose plus. A l'avenir, prévoit le parti, deux courants,

les conservateurs et les modernistes, vont se dégager sur la scène politique. Par ailleurs, le parti, qui a tenu la première cession ordinaire de son conseil national les 15 et 16 du mois en cours, appelle les pouvoirs publics à amender le code électoral.

L'ANR estime, d'ailleurs, que le FLN a réussi à rafler autant de sièges grâce à ce texte de loi qui stipule que seules les listes réalisant 5% des suffrages exprimés ouvrent droit à des sièges. Le parti qui juge ce code «injuste» propose de réduire le seuil à 3%.

Concernant le déroulement du scrutin dernier, M. Sahli préfère parler de dépassements et non pas de fraude.

S. A.

SITUATION POST-LÉGISLATIVES

Le statu quo «inquiète»

Aboudjerra

décidé de boycotter. Le trio parle d'une «simple majorité arithmétique», allusion au duo FLN-RND qui a la majorité absolue dans la nouvelle Assemblée alors que dans toute démocratie qui se respecte, il est question de «majorité politique», invitant leurs 49 parlementaires, l'ex-ministre des Travaux publics ayant apparemment rompu les amarres avec le MSP, à faire montre de plus d'initiatives et de mener la «vie dure» à cette «majorité surfait».

Et aux trois leaders de s'appesantir sur le statu quo qui prévaut sur la scène nationale avec un front social toujours en ébullition, une économie presque à l'agonie, un gouvernement spectateur, un désespoir de plus en plus pesant au sein de pans entiers de la société. Ce qui n'aurait jamais dû être le cas si le choix du peuple n'avait pas été détourné et si l'espoir d'un

changement pacifique par les urnes n'avait pas été avorté. Pire que cela, comme le dira Soltani, des membres du gouvernement qui ont montré toutes leurs limites et leur échec se sont vu octroyer d'autres départements plus costauds au lieu d'être remerciés. Autant d'éléments qui ne font qu'alimenter la violence, l'extrémisme, une véritable bombe à retardement qui risque, prévient-il, d'exploser «dans les propres mains de ceux qui l'ont conçue».

Il n'y a qu'en Algérie que cela se passe. Une élection législative est censée résoudre un problème politique avec un nouvel exécutif et une nouvelle option. Chez nous, c'est le contraire qui prévaut puisque les dernières législatives ont accouché d'un statu quo inquiétant», affirmera le leader du MSP et coordinateur de l'Alliance verte.

M. K.